



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Mission permanente de la Suisse  
auprès des Nations Unies à New York

Permanent Mission of Switzerland to the United  
Nations in New York

Seul le texte prononcé fait foi

**Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC)  
Session de fond de 2008**

**Débat général du segment de haut niveau**

**Déclaration de  
S.E. Mr. Martin Dahinden**

**Directeur de la Direction du développement et de la coopération suisse**

**New York, le 2 juillet 2008**

---

Check against delivery

**Economic and Social Council of the United Nations (ECOSOC)  
Substantial Session 2008**

**General debate of the high-level segment**

**Statement by  
H.E. Mr. Martin Dahinden**

**Director of the Swiss Agency for Development and Cooperation**

**New York, July 2<sup>nd</sup> 2008**

Monsieur le Président,

Le développement durable, thème de la revue ministérielle 2008, est à la fois d'une importance fondamentale à long terme et d'une actualité dramatique. Le changement climatique et la crise alimentaire sont parmi les sujets les plus récurrents, non seulement dans nos délibérations, mais aussi dans le débat public, car ils touchent la vie de millions d'hommes et de femmes très directement. Ils demandent des actions rapides et bien coordonnées.

La Suisse partage l'analyse selon laquelle le changement climatique est l'un des problèmes les plus pressants et les plus graves auxquels la communauté mondiale doit faire face. Vu la menace qu'il fait peser sur la stabilité des écosystèmes, il est impératif de mettre en place des mesures d'adaptation et d'atténuation et de trouver des sources d'énergie alternatives aux carburants et combustibles fossiles. Il est aussi impératif de renforcer les mesures contre la déforestation et la désertification et en faveur de la biodiversité.

Les interdépendances entre la pauvreté, les modes de production et de consommation, et la gestion des ressources naturelles ne sont plus contestées. Nous savons que dans tous ces domaines, les efforts doivent se renforcer mutuellement dans une approche intégrée. La réduction de la pauvreté, la promotion de l'économie, la protection de l'environnement écologique, la prévention des crises et conflits, la promotion de l'état de droits, des droits de l'homme et de la démocratie sont plus que jamais inséparables.

Le changement climatique doit donc être considéré au-delà d'un étroit créneau environnemental et être abordé de manière générale dans toutes nos décisions, en l'incorporant dans la perspective plus large du développement durable.

Malheureusement, la mise en œuvre de politiques intégrées de développement durable a pris du retard et reste un grand défi conceptuel et pratique. A cette fin il est à notre avis particulièrement prometteur d'investir davantage dans la conception et l'application d'indicateurs intégrés de mesure de la pauvreté et de l'impact environnemental.

La Suisse contribue à une initiative visant à tester une telle approche intégrée. Ces indicateurs permettent non seulement de mieux appréhender les situations, mais également d'informer les décisions politiques. Une publication à ce sujet est disponible à l'extérieur de la salle.<sup>1</sup>

Nous dépendons fortement des écosystèmes mais nous sommes malheureusement loin d'en apprécier la valeur de manière adéquate. Il est aujourd'hui urgent de reconnaître les externalités positives et les bénéfices économiques des écosystèmes en développant des instruments qui valorisent l'utilisation responsable des ressources naturelles. Il est nécessaire de recourir à des systèmes de paiements ou d'exonérations fiscales pour récompenser ceux qui entretiennent les écosystèmes, de façon à les inciter à le faire et à leur garantir des moyens de subsistance.

Monsieur le Président,

La crise alimentaire actuelle met en lumière le manque d'investissements dans l'agriculture et le développement rural de beaucoup de pays en voie de développement, mais aussi la négligence des secteurs productifs dans les efforts des pays donateurs comme la Suisse. De même elle nous rappelle le manque de durabilité des politiques agricoles menées ces dernières années dans bon nombre de pays.

---

<sup>1</sup> *Africa: Ecological Footprint and human well-being* publié par le Global Footprint Network ([www.globalfootprintnetwork.org](http://www.globalfootprintnetwork.org)) avec le soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) du Département Fédéral des Affaires Etrangères

Nous avons besoin d'une agriculture multifonctionnelle qui réponde aux besoins d'approvisionnement alimentaire et qu fournisse des services environnementaux essentiels. C'est aussi dans cette perspective que la Suisse va continuer à amener sa contribution à la recherche pour l'adaptation des techniques de production et de gestion des ressources naturelles au changement climatique.

Les défis du changement climatique et de la crise alimentaire sont des défis cruciaux à relever dans le contexte d'un mode globalisé. Ils demandent des actions qui vont au-delà des approches expérimentées. Ils appellent une augmentation de la qualité de l'aide et la confirmation des engagements pris à Monterrey. L'inclusion du secteur privé est également indispensable pour réussir à trouver des solutions durables.

Pour apporter des solutions l'Organisation des Nations Unies, en raison de son universalité et de son expertise, peut et doit jouer un rôle clé, à la fois dans la réflexion et la coordination, mais aussi au niveau opérationnel.

Nous appuyons un rôle actif de l'ECOSOC à cet égard. Et nous réjouissons particulièrement de la manière dont se déroulent les débats actuels de l'Examen ministériel annuel et du Forum pour la coopération au développement. Le rôle du Forum pour la coopération au développement est à notre avis de fournir un cadre pour le dialogue sur des développements clés dans le domaine de la coopération. Ce forum est particulièrement bien placé pour un débat à l'échelon politique sur l'efficacité de l'aide, notamment sur des notions telles que l'appropriation, l'harmonisation, l'alignement, résultats et responsabilité mutuelle. Nous sommes satisfaits du déroulement du Forum et convaincus de son potentiel.

Je vous remercie, Monsieur le président.

Mr. President,

Sustainable Development, the theme of this 2008 Annual Ministerial Review, is at the same time of fundamental importance in the long run and a matter of dramatic urgency today. Climate change and the food crisis are currently among the most debated issues not only in our circles but also in the wider public since they directly affect the lives of millions of women and men. Rapid and well coordinated action is required to address them.

Switzerland shares the view that climate change is among the most pressing and serious issues that the international community faces today. Considering the threat that climate change poses to ecosystems, it is essential to adopt adaptation and mitigation measures as well as to find alternative sources of energies to fossil fuels. It is equally important to reinforce measures to fight deforestation and desertification as well as to foster biodiversity.

The fact that poverty, patterns of production and consumption, and natural resource management are interdependent is no longer contested. We know now that integrated approaches are required to address these issues. Poverty alleviation, economic growth, environmental protection, crises prevention, rule of law, human rights and democracy have never or never been so strongly interlinked.

Climate change can thus no more be seen through a narrow environmental lens but has to be mainstreamed into all our decisions as part of a larger sustainable development perspective.

Unfortunately, the implementation of such integrated sustainable development policies is still lagging behind and remains a major conceptual and practical challenge.

Switzerland contributes to an initiative that aims to test such an integrated approach. Those indicators do not only permit to better understand the challenges but also to inform policy decision. A publication on the matter is available at the back of the room.<sup>2</sup>

We very much depend on ecosystems but unfortunately we do not value them adequately. It is urgent to recognize the positive externalities and the unaccounted benefits of ecosystems through the development of instruments that promote the responsible use of natural resources. It is for instance crucial to implement financial transfer and fiscal exoneration schemes for those who look after ecosystems guaranteeing them income and livelihood.

Mr. President,

The current food crisis is a testimony to the lack of investment into agriculture and rural development by many developing countries but also the disregard of the productive sector by donor countries including Switzerland. It also reminds us of the lack of sustainability of agricultural policies implemented in recent years in many countries.

We require a multifunctional agriculture that meets the demand for food and renders essential environmental services. With this in mind, Switzerland will continue to contribute to research on the adaptation of production and natural resource management to climate change.

Climate change and the food crises constitute key challenges in our globalised world. New approaches are required to address them, including increased quality of aid and the confirmation of the commitments made at Monterrey. The inclusion of the private sector is also important to find durable solutions.

---

<sup>2</sup> *Africa: Ecological Footprint and human well-being* published by the Global Footprint Network ([www.globalfootprintnetwork.org](http://www.globalfootprintnetwork.org)) with the financial support of the Swiss Agency for Development and Cooperation of the Federal Department of Foreign Affairs

The United Nations with its universality and expertise can and must play a key role in finding solutions through analysis and coordination and at the operational level.

We support the role of ECOSOC in this regard and we particularly appreciate the present debate at the Annual Ministerial Review and the Development Cooperation Forum. In our view, the role of the DCF is to provide a venue for discussion on key issues in the area of development cooperation. The Forum is particularly well positioned for discussions at a political level on aid effectiveness including concepts such as ownership, harmonisation, alignment, results and mutual accountability. We are satisfied with its first promising steps and convinced about its good future prospects.

I thank you, Mr. President.